

MOHAMED CHAFIK MESBAH

«Le système est devenu

Pour analyser les récents développements intervenus sur la scène nationale, nous avons sollicité le concours de notre ami Mohamed Chafik Mesbah qui a bien voulu répondre à nos questions à travers l'entretien dont nous publions la deuxième et dernière partie.

Le Soir d'Algérie : Le président Bouteflika a prononcé, récemment, un discours jugé «historique» par ses partisans. Après le train de réformes adopté en Conseil des ministres, ce discours est-il annonciateur d'une transition démocratique ?

Mohamed Chafik Mesbah : Interrogeons-nous, d'abord, si les conditions indispensables à la mise en œuvre d'un processus de transition démocratique sont réunies dans le cas spécifique qui nous concerne. Nonobstant l'échéancier précis et la méthodologie rigoureuse de mise en œuvre des réformes suggérées, aussi maigres soient-elles, posons-nous la question de savoir si le climat politique consensuel nécessaire à une transition démocratique, si tant est que celle-ci soit à l'ordre du jour, existe. Un climat consensuel qui, faut-il le rappeler, ne peut naître que d'une large et libre confrontation d'idées et de projets. Où sont, par ailleurs, ces relais politiques et sociaux, fiables, capables de faire parvenir à l'opinion publique le message, lettre et esprit, d'un vrai programme de transition démocratique ? Les instruments de réalisation d'un tel programme, en termes d'institutions et d'appareils efficaces, font défaut. Les résistances au changement, apparentes à l'intérieur du système, font obstacle, au demeurant, à toute velléité de réforme véritable.

Un processus de transition démocratique est conduit, le plus souvent, par une élite neuve, solidement ancrée dans la société et disposant de compétences avérées. Indépendamment des qualités personnelles du président du Conseil de la nation qui ne sont pas en cause, si le projet est de procéder à une remise en cause fondamentale du cadre constitutionnel qui régit le pays, pourquoi comme c'est le cas, en confier la conduite au deuxième personnage de l'Etat ?

Une feuille de route entre les mains fermes de représentants directs des pouvoirs exécutif ou législatif en place, voilà comme sont conçues les réformes envisagées. Aucune concession réelle, significative, n'est accordée, ni sur la forme ni sur le fond, aux forces évoluant en dehors du cercle étroit des partis constituant l'Alliance présidentielle ou autres formations ou associations cooptées. Le mérite du communiqué du dernier Conseil des ministres aura été de confirmer les appréhensions suscitées par le discours du président Bouteflika.

Revenons, justement, au contenu de ce discours. Ce discours se compose de deux parties. Une partie bilan, de la pure autoglorification. Une partie réformes projetées, au mieux des vœux pieux. La mise en place d'un gouvernement de transition élargi à toutes les sensibilités du pays et l'ouverture résolue du champ politique et médiatique, voilà les préalables à des réformes sérieuses, voilà ce que ce discours aurait pu annoncer d'emblée. Mais à l'évidence, la volonté de réforme affichée masque une

manœuvre dilatoire destinée à faire gagner du temps, et permettre, seulement, de dépasser la zone de turbulences. Observez la réalité du terrain et le scepticisme de l'opinion publique ! Vous voyez les signes d'une adhésion et les indications d'une réelle avancée ? Le discours du président de la République aura été, finalement, un pur exercice de rhétorique. Ce discours, de manière pathétique, aura contribué à faire apparaître à l'écran un homme usé, gagné par une profonde lassitude psychologique et physique. C'est, indubitablement, une fin de règne qui s'annonce.

Votre rejet, sans nuances, du bilan économique et social du président Bouteflika ne vous paraît pas excessif ?

Examinons les points sur lesquels le président Bouteflika a fondé son bilan. Premièrement, l'ambitieux programme de réalisation d'infrastructures dont le million de logements. Un programme d'aussi grande ampleur — près de cinq cents milliards de dollars — est de nature, en effet, à favoriser l'attractivité des investissements.

Malheureusement, les conditions d'exécution du programme d'investissements posent problème. Ce programme n'a pas exercé d'effet multiplicateur sur le développement de l'économie nationale globalement car il n'a pas privilégié les outils nationaux de réalisation. Une politique volontariste de l'Etat aurait pu conduire les outils nationaux de réalisation, publics ou privés, à se constituer en grands groupes de réalisation, notamment dans le bâtiment et les travaux publics. Mais rien de cela.

Par ailleurs, la gestion opaque du programme d'investissement a conduit à des retards considérables dans la réalisation avec un gaspillage énorme des ressources financières. La généralisation de la corruption et l'apparition de la grande corruption sont à relier à ce programme de dépenses publiques. Deuxièmement, l'impulsion de la croissance économique. Pour rappel, une croissance normale s'appuie sur quatre facteurs, simultanément : l'investissement privé et étranger, les exportations, la consommation et les dépenses publiques. Dans le cas de figure de l'Algérie, il s'agit d'une croissance extensive, comme l'appellent les économistes, c'est-à-dire une croissance basée, exclusivement, sur les dépenses publiques. C'est, naturellement, une croissance éphémère qui dépend, princi-

La gestion opaque du programme d'investissement a conduit à des retards considérables dans la réalisation avec un gaspillage énorme des ressources financières. La généralisation de la corruption et l'apparition de la grande corruption sont à relier à ce programme de dépenses publiques.



Photo : DR

palement, du prix du pétrole. Un retournement du marché pétrolier et il en serait fini de cette croissance. Troisièmement, la réduction du chômage. Par-delà les méthodes contestables de calcul du taux chômage en Algérie, soulignons que l'Etat a mis en œuvre une politique de gestion du chômage, pas une politique de l'emploi. Les postes d'emploi créés basés sur les seules dépenses publiques sont, par essence, précaires. Il ne s'agit pas d'emplois stables générés par une dynamique de croissance économique réelle. Quatrièmement, la politique de désendettement exhibée par le président Bouteflika. Rappelons, tout d'abord, que cette politique a déjà été pratiquée par des pays pétroliers notamment l'Arabie Saoudite, après la montée du prix du pétrole.

Le désendettement n'est, sans doute, pas une panacée. La Roumanie dans les conditions où le président Ceausescu l'a laissé est un exemple éloquent. En l'occurrence, toutefois, l'Algérie a été bien inspirée de se défaire de sa dette extérieure évaluée à 16 milliards de dollars et la crise financière internationale lui a donné raison. Il faut, cependant, avoir présent à l'esprit que les pays bailleurs de fonds

ont délaissé les profits générés par les intérêts pour se recentrer sur les gains tirés du commerce extérieur.

Le désendettement, qui est une solution commode pour les pouvoirs publics afin de se délier de toute obligation permettant aux bailleurs de fonds de contrôler la bonne gestion des ressources financières du pays, n'a pas conduit à

l'indépendance économique de l'Algérie. La facture des importations a explosé pour passer de 12 milliards de dollars en 1999 à 46 milliards de dollars en 2011, dont 6 pour les seuls produits alimentaires. Tirez, de vous-même, la conclusion. Est-il besoin, pour clore ce chapitre, de s'attarder sur la lourde responsabilité de ceux qui auront dilapidé, en pure perte, sans contrepartie productive, les immenses ressources financières puisées de richesses naturelles irremplaçables de l'Algérie ?

C'est à l'audit des comptes de la nation qui forcément accompagnera la transition démocratique d'établir cette responsabilité.

Convenez, tout de même, que les réformes politiques annoncées donnent le signal d'une certaine ouverture...

Permettez-moi, avant d'aborder le volet des réformes, de revenir sur le bilan du président Bouteflika. Sur les plans politique et sécuritaire, le chef de l'Etat évoque, en effet, un bilan positif.

Il parle de rétablissement de la paix et de consécration de la réconciliation nationale. La stabilisation sécuritaire c'est, très largement, un héritage légué par le président Zeroual. C'est en parfaite connaissance de cause que cette précision est apportée. S'agissant de la réconciliation nationale, c'est-à-dire le volet politique de la paix, il suffit de constater les plaies encore béantes qui le resteront tant que le travail de mémoire n'aura pas été réalisé.

Relevons, au préalable, que le chef de l'Etat, en annonçant ces réformes présentées comme fondamentales, admet, contrairement à son chef de gouvernement, que la crise actuelle revêt une dimension politique. C'est dire combien la gouvernance publique est loin d'être homogène. Examinons, d'abord, la révision constitutionnelle projetée. D'emblée, il faut convenir que ce n'est pas à un bouleversement du texte constitutionnel qu'il faut s'attendre.